

LIRE PAGE

- 3. — M. Mitterrand à Nice, A. Laurens.
- 4-5. — Tribune du 19 décembre, H. Hoppenot, D. Anselme, A. Jacob, D. Villey, M. Debré, J. Cassou.
- 7. — Les relations germano-américaines, R. Delcour.
- 8. — En U.R.S.S., H. Pierre.
- 12-13. — Le courrier littéraire, J.-E. Hallier, J.-P. Gorin.
- 16. — « La Dame de chez Maxim », B. Poirot-Delpech.
- 22. — L'économie italienne, J. Nobécourt.
- 24. — Le cyclone au Pakistan.

# Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY,

LE NUMÉRO: 0,40 F

Algérie (messageries avion) : 0,45 D.A. Maroc, 0,50 dir.; Tunisie, 50 m.; Italie, 100 l. Belgique, Luxembourg, 4 fr.; Autriche, 3,50 sch. Espagne, 6 pesetas; Allemagne, 0,50 DM; Grande-Bretagne, 1 sh.; Pays-Bas, 0,40 fl. Portugal, 4 escudos; Suisse, 0,40 franc.

Tarif des abonnements page 2  
COMPTES CHEQUE POSTAL  
PARIS N° 4207-23

Adresse télégraph: JOURMONDE-PARIS  
Tél.: PRO. (770) 91-29

## APRÈS LA RÉUNION DU CONSEIL DE L'O.T.A.N.

### Les discussions des Quinze ont mis en lumière

DE L'ASIE  
AU MARCHÉ COMMUN

Il est difficile d'imaginer, à la lecture de très prosaïques communiqués des ministres de l'O.T.A.N., la gravité des problèmes sur lesquels ils se sont penchés, comme l'ampleur de leurs désaccords. Il est vrai que personne ne pensait qu'il serait possible en deux jours et demi de trouver une solution aux uns et de surmonter les autres. Dans ces conditions, chacun s'est contenté d'exposer avec plus ou moins de force son point de vue, se contentant, pour le reste, d'esquisser quelques manœuvres en coulisse.

La plus frappante des interventions, de l'aveu unanime, a été celle de M. Rusk, auquel les estimations chiffrées de M. McNamara ont fait écho. Le secrétaire d'Etat a affirmé, avec une netteté qui ne laissait place à aucun doute, la résolution de son gouvernement de poursuivre les hostilités au Vietnam, quel que soit le prix à payer, jusqu'à ce que puisse intervenir un règlement satisfaisant. La manière dont il a évoqué le péril chinois, les précisions que son collègue de la défense a données sur l'effort militaire de Pékin, ont convaincu ses auditeurs que l'on ne se fait guère d'illusions à Washington sur les chances de ce règlement.

Les Etats-Unis se trouvent donc maintenant engagés dans une guerre de grande ampleur en Asie, sans savoir où s'arrêtera l'escalade. Leur politique à l'égard de l'O.T.A.N. s'en trouve doublement affectée. D'une part, en effet, on peut se demander dans quelle mesure ils ne seront pas amenés à prélever sur leurs garnisons d'Allemagne pour alimenter le front vietnamien: les apaisements qu'ils ont donnés à ce sujet n'ont pas convaincu tout le monde. D'autre part, l'opinion d'outre-Atlantique s'alarme de plus en plus devant la neutralité de fait adoptée par la plupart des pays d'Europe occidentale vis-à-vis du conflit. D'où les appels à une participation au moins symbolique des alliés à la lutte engagée, à propos de laquelle un des proches collaborateurs de M. Rusk a été jusqu'à employer l'expression de « tribut du sang ».

Il suffit de regarder le communiqué de jeudi pour se rendre compte que bien peu de gouvernements, dans cette partie du monde, envisagent de payer ce tribut. M. Erhard, qui va succéder à Washington à M. Wilson, se laisserait-il convaincre par les pressantes sollicitations de M. Johnson? Certains de ses conseillers le poussent à « faire un geste » dans la crainte que les Etats-Unis, à la longue, ne se découragent d'aider les Européens. En même temps, ils se désolent de constater que la priorité donnée par la Maison Blanche à l'Asie écarte toute solution à brève échéance du fameux problème de la « co-responsabilité » nucléaire au sein de l'alliance, puisque la création d'une force intégrée provoquerait immédiatement une crise dans les relations des Etats-Unis à la fois avec Paris et avec Moscou, dont ils n'ont vraiment pas besoin.

Dans ces conditions, pour minime qu'en soit la portée pratique, la création d'un comité spécial nucléaire au sein de l'alliance présentait pour l'amour-propre de M. Schroeder une grande importance. M. Couve de Murville s'est refusé à lui donner cette satisfaction puisqu'en s'appuyant sur la règle de l'unanimité il s'en est fait échouer, du moins renvoyé à plus tard la tentative allemande pour « institutionnaliser » le comité spécial.

Reste à savoir si le vif dépit qu'on en a éprouvé à Bonn ne va pas jaillir sur les discussions entre les Six. Quel qu'on pense des revendications nucléaires des dirigeants allemands, qui paraissent répondre bien davantage à une sorte de jalousie envers la France que, pour le moment du moins, à une aspiration profonde de la population, il serait fâcheux qu'elles viennent peser sur la reprise des négociations sur le Marché commun, dont l'avenir, quoi qu'on en dise en cette veille d'élection, demeure incertain.

— la détermination des Etats-Unis en Asie  
— la détérioration des relations Paris-Bonn

Les ministres qui étaient venus à Paris pour la réunion du Conseil de l'O.T.A.N. sont maintenant rentrés chez eux, M. Rusk s'étant arrêté quelques heures au passage à Madrid pour y rencontrer le général Franco et son ministre des affaires étrangères, M. Castiella. Le centre de l'intérêt diplomatique se déplace maintenant vers Washington, où, après M. Wilson, M. Johnson s'apprête à recevoir le chancelier Erhard, et vers Bruxelles, où va se tenir lundi une réunion des ministres des affaires étrangères de nos cinq partenaires du Marché commun.

Aussitôt après la publication du communiqué, dont on trouvera d'autre part le texte intégral, une personnalité américaine a tenu sur le Vietnam des propos qui ont provoqué une certaine émotion sur le thème: « Les alliés doivent prendre leurs responsabilités au Vietnam, sinon nos relations en seront affectées. » Même s'il était surtout destiné au public américain pour bien lui montrer que ses représentants ne sont pas inactifs, cet avertissement est significatif de la place que l'affaire d'Indochine occupe maintenant dans les préoccupations américaines. Aucun de ceux qui ont entendu ces jours-ci MM. Rusk et McNamara ne met en doute en tout cas l'ampleur de la résolution de Washington, avec laquelle contraste la platitude du passage du communiqué relatif à l'Extrême-Orient.

### Le comité spécial nucléaire

Quant au comité spécial nucléaire, le communiqué est d'une extrême discrétion. M. Brosio a précisé à la presse qu'il ne s'agissait pas d'un comité permanent — ce que les Allemands auraient voulu, — mais qu'il « n'aurait pas non plus une durée déterminée », comme Paris l'aurait voulu.

Il semble que M. Schroeder ait été déçu de cet aboutissement, et plus encore de la part que M. Couve de Murville y a prise. Les relations franco-allemandes se trouvent de ce fait à nouveau dans une mauvaise passe, et beaucoup d'observateurs s'attendent à un raidissement des

### CRISE A L'INSTITUT PASTEUR

Le professeur Gernez-Rieux donne sa démission de directeur

Le conseil scientifique demande la dissolution du conseil d'administration

La crise qui couvait à l'Institut Pasteur depuis plusieurs années est entrée jeudi, avec la démission de son directeur, le professeur Gernez-Rieux, dans une phase aiguë, et un communiqué du conseil scientifique de l'Institut informe brutalement l'opinion publique, « devant laquelle il s'estime responsable puisque c'est grâce à une souscription publique que l'Institut Pasteur a été initialement fondé », d'une querelle et des difficultés qui dépassent, et de très loin, les murs du centre de recherche biologique le plus illustre d'Europe.

La querelle est celle qui oppose un homme à ceux qui l'entourent; les difficultés sont à la fois d'ordre juridique et budgétaire, elles tiennent à la situation ambiguë dans laquelle se trouvent les grands instituts privés de recherche fondamentale dont l'indépendance intellectuelle est liée à l'autonomie financière.

Le « mécénat scientifique » n'ayant jamais atteint dans notre pays un stade plus qu'embryonnaire, alors que les Suédois, les Allemands ou les Anglais le portaient à un degré incomparable, l'Institut Pasteur, créé en 1886 grâce à une souscription publique, ne peut faire face à l'extension de ses charges que grâce à son activité commerciale, c'est-à-dire à la vente de ses sérums et vaccins, ou à l'aide extérieure qui pourrait lui être apportée.

DR ESCOFFIER-LAMBOITTE

(Lire la suite page 14, 1<sup>re</sup> col.)

positions de Bonn dans les discussions sur le Marché commun. C'est en partie pour apaiser son collègue allemand que M. Colombo aurait proposé que les Cinq se réunissent lundi, au lendemain de l'élection française, pour faire le point de la situation à la lumière des explications que leur a données à chacun M. Couve de Murville. Ils se sont déjà trouvés d'accord pour estimer qu'il était prématuré d'annoncer une date pour la reprise des négociations des Six. Mais on notera que M. Luns, jusqu'à présent le plus réservé à l'égard des positions françaises, a dit jeudi qu'un certain rapprochement s'était peut-être opéré.

A. F.

## LA FIN DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

« Après tout ce qui a été dit, discuté, étalé le général de Gaulle sera amené à repenser son action »

DÉCLARE M. GEORGES POMPIDOU

Les derniers appels du général de Gaulle et de M. François Mitterrand aux électeurs sont diffusés vendredi soir, à partir de 20 h. 30, par la télévision (1<sup>er</sup> chaîne), et de 21 h. 10 par la radio (France-Inter). Le candidat de l'opposition, qui était jeudi soir à Nice, tient encore un ultime meeting à Toulouse. A minuit, la campagne sera close.

Les partisans des deux candidats, ministres et dirigeants U.N.R. d'un côté, leaders des partis de gauche de l'autre, ont multiplié jeudi et poursuivront vendredi les réunions de propagande à tra-

« L'après-gaullisme ? Nous n'en sommes pas là ! », a répondu le premier ministre, à la fin de sa conférence de presse, à une question qui lui avait été posée. Et la réplique n'était pas seulement l'expression d'un vœu, à trois jours du scrutin décisif; c'était aussi une façon de donner à entendre que, s'il est réélu, le général de Gaulle n'assignera pas de limite de durée à son entreprise.

Cependant M. Pompidou a ajouté aussitôt que le chef de l'Etat, « après tout ce qui a été dit, discuté, étalé, sera amené à repenser son action ». On ne saurait reconnaître plus nettement

que, pour de Gaulle aussi, l'élection présidentielle entraînera, s'il en sort finalement vainqueur, de grands changements, d'hommes sans doute, de méthodes peut-être, sinon d'options politiques.

Pour le reste, M. Pompidou a pris grand soin, en présentant un plaidoyer complet en faveur de son action gouvernementale, de marquer la solidarité qui lie les membres de son cabinet. S'il a concédé que la libéralisation des ondes de l'O.R.T.F. « n'a pas toujours été ce qu'elle aurait dû être », il a longuement insisté en revanche sur la concordance entre les vues du ministre des

finances et les siennes propres. Il n'y a pas, assure-t-il, un plan de stabilisation de M. Giscard d'Estaing et un plan d'expansion signé Pompidou. Les contradictions que certains commentateurs ont cru pouvoir relever entre les déclarations de l'un et de l'autre ne résistent pas à un examen attentif des textes intégraux de leurs interventions.

Le catalogue des réfutations et répliques à l'adresse de M. Mitterrand, dressé par le premier ministre, est exhaustif en ce sens qu'il résume tous les griefs et tous les arguments que développent soir après soir tous les membres du gouvernement dans leurs réunions et conférences.

Mais le problème n'est pas dans le décompte des kilomètres d'autoroutes ou l'exploration des arrière-pensées des diplomates. Le choix est ailleurs, et, après tant de discours, de débats, d'exposés à la télévision et à la radio, il est parfaitement clair. Il s'agit de savoir si le maintien du général de Gaulle à la tête de l'Etat pour sept nouvelles années apparaît souhaitable ou non.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.  
(Voir pages 2, 3, 4, 5, 6.)

## LE NOUVEAU PARI

### LA DÉCISION

Par SIRIUS

Etats-Unis, du moins deux coalitions? »

aux éliminatoires du premier tour (1), l'électeur était un peu resté sur sa faim. Procédures et candidats venaient tout juste d'être improvisés. Le tenant du titre avait à peine daigné descendre dans l'arène. Réparti en six parts égales, le temps de parole à la radiotélévision ne laissait pas grand-chose à des exposés nourris sur la nature et le fonctionnement des institutions, les modes de production et de répartition, l'action de la France en Europe et dans le monde. Deux résultats étaient cependant acquis: les Français, que l'on disait si détachés de la politique, témoignaient, au contraire, du vif intérêt qu'ils lui portaient. Libres de choisir, 55 % de ceux qui manifestaient leur opinion signifiaient au président sortant qu'il n'avait plus leur préférence.

Le coup était assez rude pour que le désarroi du camp gouvernemental ne pût être dissimulé. On s'y accusait à l'envi de tiédeur ou de maladresse, non sans déplorer la hauteaine et coupable indifférence du grand chef lui-même, jusqu'au jour où l'on sut que celui-ci, loin de se laisser abattre, relevait « naturellement » le gant. La bataille perdue, restait à gagner la guerre. Un ordre de mobilisation générale était lancé, un nouveau plan de combat dressé. Le chef de l'Etat userait « largement » des heures d'écoute mises à sa disposition, ministres et partisans, jusque-là « cloués au sol », allaient sillonner le pays en tous sens. A côté de la radiotélévision officielle, les postes périphériques pourraient s'en donner à cœur joie, laissant à la presse, comme à l'accoutumée, le soin de fixer les propos transmis sur les ondes et de multiplier commentaires, analyses et réflexions. Du jour au lendemain, la France entière devenait une immense classe d'initiation à la science politique ou économique, et l'Elysée l'enjeu d'un tournoi sans précédent. Les règles de la courtoisie formelle étaient généralement respectées, cependant que chacun veillait, selon l'usage, à ne se présenter que sous les plus chatoyantes couleurs. Feintes et coups défendus — il y en eut sous forme de statistiques sollicitées, d'erreurs historiques, d'imputa-

tions tendancieuses — provinrent plus souvent, il faut le reconnaître, de l'assaili que de l'assailant.

La poussière du combat retombée, l'analyse la plus subtile, fût-elle secondée par l'inquiétant génie des machines électroniques, ne saurait imposer la décision. Il s'agit encore et toujours de risquer sur un homme et sur l'avenir un pari dont on sait bien qu'il sera plus ou moins perdu. Nul doute que la majorité des Français ne soient prêts, dans leur cœur, à opter pour le général de Gaulle s'ils pouvaient espérer que soit tirée la leçon du premier scrutin. Fonder vraiment la « République nouvelle », ce serait mieux accorder la loi et la pratique constitutionnelles, assurer au gouvernement, au Parlement et au Conseil constitutionnel un champ d'action moins étroitement limité. Ce serait dépouiller la politique étrangère de ce qu'elle a d'exagérément égocentrique, de fâcheusement équivoque et d'inutilement tapageur. Ce serait apporter plus de soin à la production et surtout à la répartition de la richesse nationale.

Rien de tout cela ne paraît impossible ni même tellement difficile. Il fut un temps où le général de Gaulle, à défaut de créer les assurances sociales, en généralisait l'application, où il préconisait « des institutions européennes procédant du vote direct des citoyens de l'Europe et disposant, dans les domaines de l'économie et de la défense, de la part de souveraineté qui leur sera déléguée par les Etats participants (2) ».

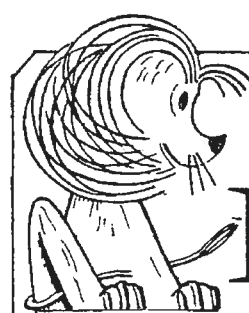
Est-il donc si déraisonnable ce lecteur qui nous écrit: « Le peuple-roi vient de manifester juste autant qu'il le fallait une royale ingratitude. Le ballottage va faire de l'élection du général non plus un sacre mais un repêchage. Il sera le président de la République, il ne sera pas l'incarnation de la France. La légitimité de son pouvoir sera celle du pouvoir d'un Wilson, d'un Johnson, ni plus ni moins. C'est assez pour être un Solon. Et qui sait si le régime ne peut pas finir par prendre la forme d'une démocratie où s'opposeraient pacifiquement sinon deux partis, comme en Angleterre et aux

Etats-Unis, du moins deux coalitions? »

Las! Même quand il vient de jouer le grand air de la séduction auprès de l'opinion publique — comme il sut si bien le faire il y a sept ans auprès des parlementaires, — Charles de Gaulle a tôt fait de s'abandonner à ses démons familiers. L'allocation du 15 décembre renchérit encore sur celle du 4 novembre, qui avait navré tant de ses fidèles: rien, absolument rien, n'a été fait, ne pouvait être fait sous la Troisième comme sous la Quatrième République, quand les crises ministérielles ne cessaient de se multiplier, les catastrophes de s'accumuler, jusqu'à ce que de Gaulle survienne enfin. Comment le peuple français pourrait-il, en l'écartant aujourd'hui, « renier ce qui est une partie de son histoire et... pour le moment une nécessité nationale » ?

N'en déplaise à M. Pompidou et à M. Chaban-Delmas, justement soucieux de corriger les écarts de langage de leur chef, une confusion implicite mais constante est établie entre le « régime des partis », tel qu'il a si fâcheusement sévi en France et l'existence même de partis officiellement reconnus cependant par la Constitution. Que le chef de l'Etat ne doive pas être seulement « une émanation des partis », qu'il doive prendre en charge « l'intérêt commun », qui songerait à le contester ?

(Lire la suite page 6, 1<sup>re</sup> col.)



POUR VOS CADEAUX DE FIN D'ANNÉE

FRED

"PETITS BIJOUX" ou JOYAUX DE GRAND PRIX

JOAILLIER HORLOGER

La plus belle sélection de perles de culture

6 RUE ROYALE

OPÉRA 63-60

(1) Voir le Monde des 3 et 4 décembre 1965.  
(2) Déclaration à la presse, 18 août 1950.

# A LA VEILLE DU SCRUTIN PRÉSIDENTIEL

## Le nouveau pari

(Suite de la première page.)  
 Y eut-il jamais chez nous un président de la République, bon ou mauvais, qui n'ait considéré son allégeance à un parti comme incompatible avec la charge de représenter la France et les Français ? Un tête-à-tête trop exclusif d'un peuple et de son chef ne relève-t-il pas, quoi qu'on en ait, du fameux principe « ein Volk, ein Führer », qui est celui du totalitarisme nationaliste ? Que Charles de Gaulle ait toujours su en limiter les effets et en ait souvent usé pour le bien n'enlève rien à sa nocivité essentielle, nocivité qui se double d'une absurdité. Dès lors que les partis — et ceux qui soutiennent aujourd'hui le général de Gaulle ne font pas exception — sont voués aux géonies, sera-t-il si facile au peuple français de découvrir ce « personnage » miraculeusement étranger à toute « fraction », « qui n'appartient à personne, excepté à la France » ? Comment une solution exceptionnelle, pour un être exceptionnel, en des temps exceptionnels, pourrait-elle être érigée en loi suprême de l'Etat ?

\*\*\*

Désespérant de voir le président sortant accepter des procédures plus normales, convaincus que la construction qu'il a échafaudée disparaîtra avec lui, bon nombre de ceux qui lui ont fait longtemps confiance et restent reconnaissants des services rendus en viennent à penser qu'il est grand temps, dans son intérêt et le nôtre, de changer de pilote. Pourquoi ne pas faire jouer dès maintenant l'alternance, qui est la règle courante des régimes démocratiques ? Pourquoi ne pas tenter d'en finir avec la fausse alternative formulée par André Malraux : « Demain, en France, il n'y aura plus que les communistes, nous et rien. » ? N'y gagnerait-on pas également — argument qui est aussi un hommage — que la passation des pouvoirs par le général de Gaulle lui-même s'opère moins difficilement qu'au jour, proche ou lointain, où il aurait disparu de la scène ?

A quoi l'on peut objecter que le communisme français n'est qu'au début d'une évolution encore incertaine, que M. Guy Mollet a plus d'un tour dans son sac, que M. Mitterrand, bénéficiant de voix disparates dont certaines ne veulent être qu'un témoignage de haine à l'égard du chef de l'Etat, aurait quelque peine à retrouver et à consolider son éventuelle majorité lors de prochaines élections législatives ; enfin que M. Lecanuet, malgré ses efforts et son premier succès, est encore loin d'en être là.

Il faudra de toute façon en sortir. L'étrange testament du 15 décembre nous avertit : un jour « de Gaulle disparaîtra... Le même débat que nous vivons se reproduira alors ». La République ne durera, « et la France aussi », que si le peuple et le « personnage » qu'il porte à sa tête restent fidèles à la ligne tracée. A défaut, « ce n'aura été que reculer pour moins bien sauter ». L'échéance étant inéluctable, est-il urgent d'attendre ?

SIRIUS.

### L'École polytechnique et H.E.C. élisent M. Mitterrand...

Un sondage effectué à l'École polytechnique dans la promotion des anciens a donné les résultats suivants : sur 298 élèves participant à ce scrutin-test 168 ont voté pour M. Mitterrand, 86 pour le général de Gaulle; il y a eu 34 abstentions volontaires et 10 bulletins blancs.

A la veille du premier tour le même sondage effectué sur 300 élèves avait donné 116 voix à M. Mitterrand, 96 à M. Lecanuet, 42 au général de Gaulle, 20 à M. Tixier-Vignancour, 4 à M. Barbu et 2 à M. Marilhac, avec 15 abstentions volontaires et 5 bulletins nuls.

### ...mais les étudiants en droit de Grenoble et « Sciences-Po » de Lyon votent pour le général de Gaulle

A Grenoble les étudiants de la faculté de droit et de sciences économiques ont procédé au même scrutin à l'initiative du professeur Jacques Robert. Sur 621 votants le général de Gaulle a obtenu 303 suffrages et M. Mitterrand 241. Il y eut 61 bulletins blancs et 16 nuls. C'est dans les classes terminales (troisième et quatrième année de licence) que M. Mitterrand a obtenu le plus de voix : 47, contre 48 au général de Gaulle.

Au premier tour, lors d'un semblable scrutin, M. Lecanuet avait obtenu 97 voix, M. Mitterrand 69 et le général de Gaulle 68.

A l'Institut d'études politiques de Lyon le général de Gaulle obtint 43,5 % des voix des participants, M. Mitterrand 40,7 % et 11,6 % des votants ont déposé un bulletin blanc.

Au premier tour M. Lecanuet arrivait en tête avec 41 % des suffrages, suivi par le général de Gaulle (21,6 %), M. Mitterrand (17 %) et M. Tixier-Vignancour (14,9 %).

## PRISES DE POSITION

### M. PAUL REYNAUD NE S'ABSTIENDRA PAS

Interrogé au sujet du vote qu'il émettra dimanche, M. Paul Reynaud s'est étonné « que la question d'une abstention puisse lui être posée en face d'une politique qui nous brouille avec tout ce qui compte de ce côté-ci du rideau de fer. Après l'Angleterre et l'Amérique, celles-ci suivies de tous nos alliés, c'est aujourd'hui l'Allemagne, en dépit de la déclaration imprudente sur les armes atomiques, faite au nom de la France, le 14 janvier 1963, suivant laquelle en cette matière « chaque pays est maître chez soi ».

« J'ajoute que, sur le plan intérieur, François Mitterrand a admis la dissolution automatique des Assemblées lorsque le gouvernement est renversé. C'est la certitude de la stabilité ministérielle ».

### M. BIAGGI : il faut voter Mitterrand.

M. Jean-Baptiste Biaggi, ancien député, nous a déclaré : « J'ai combattu, en plusieurs occasions, François Mitterrand, mais au premier tour on choisit, au second tour on élimine. »

« Le sentiment de l'intérêt national suffit à me convaincre qu'il faut éliminer de Gaulle, et dans la conjoncture électorale présente s'abstenir c'est lui donner une moitié de voix. Il faut voter pour qu'il s'en aille. Il faut voter Mitterrand ! »

### LE BACHAGA BOUALEM : contre le général de Gaulle.

Le bachaga Boualem, ancien député d'Orléansville, nous a déclaré : « Je voterai contre le général de Gaulle, me souvenant que les amis de François Mitterrand — dont je ne parviens pas toutes les opinions politiques — sont venus saluer, en ce jour sombre où le pouvoir nous a confisqué le mandat que nous détenions du peuple, le vice-président de l'Assemblée nationale Boualem et ses collègues musulmans avec qui la France devait faire « le reste ». »

« C'est donc avec émotion que je mêlerai mon bulletin aux voix populaires qui n'ont pas compris le drame algérien parce que tout a été fait pour que le peuple ne comprenne p.s.s. »

### M. LÉO HAMON : une nouvelle édition du « cartel des non ».

M. Léo Hamon, ancien sénateur, conseiller économique et social, nous a déclaré :

« M. Mitterrand a fait sa campagne sur le thème de la « gauche unie », mais les ralliements de M. Tixier-Vignancour, de MM. Poujade, Isorni et autres tenants de M. Lecanuet, comme les arguments qu'ils ont donnés à l'appui, montrent qu'il s'agit de bien autre chose. Ces nouveaux suffrages ne sont d'ailleurs pas recueillis passivement, ils sont en fait sollicités. »

« Ce qui est proposé ainsi aux électeurs, ce n'est pas la « gauche unie » mais simplement une nouvelle édition du « cartel des non ». On se trouve conduit, pour chercher une majorité, à additionner non seulement des forces voisines mais encore des forces contraires auxquelles on demande seulement, par les ressources de l'équivoque, de mettre leurs contradictions en veilleuse. La logique du recours aux forces centrifuges conduit à appâter les partisans par les mots pour les abandonner ensuite dans les réalités. »

## Les fonctionnaires européens de Bruxelles et l'élection

L'article de Pierre de Vos e enthousiasme dans les milieux européens de Bruxelles, paru au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, nous a valu un abondant courrier, dont nous détachons quelques passages caractéristiques.

De M. Claude Brus, président du syndicat chrétien des fonctionnaires des institutions européennes pour la C.E.E. et vice-président du comité du personnel de la même institution :

« Etant particulièrement bien informé de toutes les réactions du personnel des institutions de Bruxelles, je puis vous affirmer que l'annonce du résultat des élections présidentielles en France a été accueillie par les fonctionnaires européens avec le calme et la sérénité qu'un événement aussi important nécessitait. En effet, les fonctionnaires européens ont, malheureusement, l'habitude de voir les institutions auxquelles ils consacrent la plus grande partie de leur temps secoués par des tempêtes très dures ; et à chaque fois leur réaction a été celle d'hommes et de femmes conscients des graves conséquences qui peuvent découler de ces tempêtes ; c'est-à-dire la recherche de tout ce qui peut unir cette Europe encore fragile et non la diviser. (...) »

De M. Henri Etienne, chef de division au secrétariat exécutif de la commission :

« Je puis vous assurer que je n'ai vu personne s'embrasser et je suis certain qu'on ne pavoise pas. Ce qui préoccupe les fonctionnaires européens est de savoir de quoi demain sera fait. »

D'un groupe de fonctionnaires français :

« On oublie trop souvent que de très nombreux fonctionnaires français, pour lesquels l'Europe n'est pas celle du bifeck, s'insurgent contre cette attitude facile qui tend à faire du président de la République française l'épouvantail des moineaux européens ! »

Nous savons que la commission de la C.E.E. n'a pas encore réussi la première intégration qui lui était donnée de réaliser, celle de ses propres fonctionnaires ; qu'elle n'était pas unanime à décider des propositions qui ont abouti à la crise du 30 juin, qu'elle emploie cent quatre-vingts fonctionnaires allemands de plus que le contingent français ou italien, réalisant ainsi l'emprise d'une nation sur les rouages administratifs, que l'influence des technocrates en herbe est souvent déterminante.

Nous nous rebiffons aussi contre l'accusation de « technocrates » apatrides et irresponsables » qui nous a été épinglée avec beaucoup de hargne.

Qu'une élection aussi « excitante » que celle-là ait donné lieu à des commentaires, bien sûr. Mais soyez certain que dans une institution multinationale comme celle de la C.E.E., les règles du savoir-vivre ont été respectées. On ne s'y est pas plus réjouie des résultats de l'élection française que l'on n'y a déploré, par exemple, la désignation de M. Schroeder comme ministre allemand des affaires étrangères, en la considérant comme peu propice à la consolidation des rapports entre les Six.

Ajoutons, enfin, que beaucoup de « technocrates » européens ont été parfois choqués des assauts de démagogie auxquels a été livrée la cause européenne au cours de certains débats électoraux. Ils considèrent, Dieu merci, que l'Europe n'a pas été vaincue par les modestes résultats de M. Lecanuet, pas plus qu'elle ne sera sauvée par le ralliement surprenant des communistes à travers la personne de M. Mitterrand.

Enfin M. Raoul Vandembrecke, avocat à la cour d'appel de Bruxelles, ancien député, nous écrit pourquoi la Bruxelles belge était « plus gaulliste » que sa population européenne :

« Unis à la Résistance française par la fraternité des maquis et des camps de concentration, les résistants belges considèrent toujours le général de Gaulle comme le symbole de la France libre et comme le plus prestigieux dirigeant de la Résistance européenne. Son maintien à la magistrature suprême signifie la fidélité de la France à l'esprit de la Résistance et une garantie contre la remontée d'un néo-nazisme en Europe. (...) »

Enfin nous, Belges d'expression française, qui sommes la minorité dans notre pays, nous, Wallons et Bruxellois, qui formons l'éthnie française de Belgique, savons gré au président de Gaulle pour ses efforts en vue de défendre et d'étendre cette culture française qui est la nôtre. (...) »

### UNE LETTRE DE M. JÉRÔME LINDON

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Jérôme Lindon :

Monsieur le directeur,

Quelle avalanche de reproches et de sarcasmes m'aura valu mon « Je voterai de Gaulle » paru dans le Monde du 19 novembre ! Et pourtant...

Le 11 décembre, dans le Monde, Jacques Isorni exposait les raisons en vertu desquelles il voterait, au second tour, pour François Mitterrand :

« Qui ne voit que l'élection de François Mitterrand entraînerait la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale, que la prochaine Assemblée, par suite de la dispersion de l'U.N.R., aurait une majorité qui ne serait pas de Front populaire ? »

On ne saurait mieux dire. Comment, en effet, la gauche pourrait-elle espérer remporter la majorité aux prochaines élections ? Elle a obtenu 32 % des voix le 5 décembre. Même en récupérant toutes celles de 1962, elle ne représente encore que 44 % des suffrages. Mais, surtout, il faut tenir compte du fait que le relatif succès du premier tour était fondé sur une multitude d'équivoques. Dès qu'il s'agit d'élire des députés, le « Front populaire » du 5 décembre sera forcé d'adopter des positions claires sur bien des problèmes où la candidature Mitterrand laissait planer la plus large équivoque. Croit-on qu'il se retrouvera, par exemple, une majorité cohérente de gauche englobant les communistes pour accepter le transfert des cendres de Pétain à Douaumont ou exiger la libération des principaux hommes de main ou chefs de l'O.A.S. (mesures qui, rappelons-le, motivent le ralliement de M. Isorni à François Mitterrand), pour réinstaller la France au sein d'un pacte atlantique dont la seule raison d'être, jusqu'à nouvel ordre, est de préparer la guerre contre l'U.R.S.S., pour promouvoir ce que le P.C. appelait il y a quelques semaines encore l'« Europe des trusts », pour ne pas parler, enfin, au premier rang des options de notre pays l'aide aux peuples en voie de développement ?

Eh, François Mitterrand le serait avec les voix de la droite et de l'extrême droite sur un programme qui, à bien des égards, n'est déjà plus un programme de gauche.

Jean Daniel dit fort bien dans le *Nouvel Observateur* de mercredi :

« Si le rassemblement actuel des forces de gauche débouche sur (une) imposture centriste, atlantique et technocrate (...), la victoire contre le gaullisme donnerait naissance à une situation pire que le gaullisme. » (C'est moi qui souligne.)

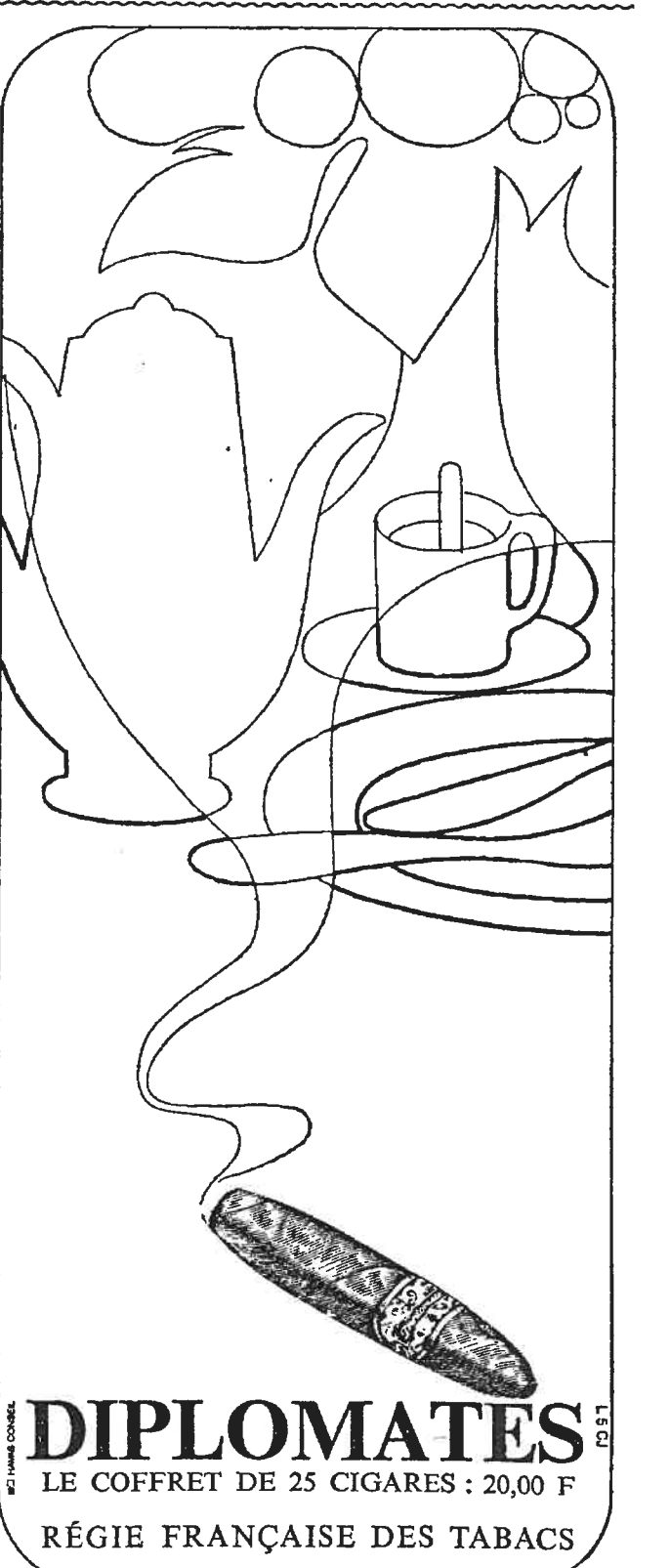
Aux gens qui le félicitaient le 5 de sa performance, François Mitterrand répondait, paraît-il : « Ce n'est pas moi qui ai gagné ce soir ; le vrai vainqueur, c'est la gauche. » J'ai bien peur qu'il ne soit en droit, s'il est élu le 19, de répondre plutôt : « Le vrai vainqueur, c'est la droite. »

### UNE LETTRE DE M. LOUIS MARTIN-CHAUFFIER

M. Louis Martin-Chauffier nous écrit :

Dans sa « Tribune » du 16 décembre, M. Roger Ikor, que je croyais un esprit libre et honnête, un ami, et sur qui s'égarait mon estime, nous a accusés, Claude Aveline, David Rousset et moi-même, de « trahir la République à venir », parce que nous ne votons pas comme lui et ne voyons pas « la gauche » où il la met.

M. Roger Ikor, qui se donne pour devise la « tolérance », démasque ainsi son fanatisme, qui ne recule pas devant la calomnie. J'en prends note.



### DIPLOMATES

LE COFFRET DE 25 CIGARES : 20,00 F

RÉGIE FRANÇAISE DES TABACS

Ann d'élimination de nos rubriques de publicité les annonces douzeuses qui auraient pu s'y glisser malgré le soin que nous apportons à ce sujet, nous prions nos lecteurs qui auraient des réclamations à formuler d'écrire au Bureau de Vérification de la Publicité (B.V.P.), 27 bis, avenue de Villiers, Paris-17<sup>e</sup>, auquel nous adhérons comme membre actif.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Directeur de la publication : H. Bouve-Méry

Imp. du « Monde », 5, 7, des Italiens, Paris

## L'ARBRE DE NOËL DE L'ÉLYSÉE

L'arbre de Noël de l'Élysée s'est déroulé jeudi dans la salle des fêtes du palais. Deux cent cinquante enfants dont les parents appartiennent aux services de la présidence de la République, et deux cents élèves choisis parmi les plus méritants des écoles de la ville de Paris avaient été conviés à une séance récréative.

Comme il le fait chaque année, le chef de l'Etat, revêtu de son uniforme de général, est venu passer quelques instants avec ses jeunes hôtes avant que Mme de Gaulle préside, dans les salons du jardin d'hiver, un goûter et une distribution de jouets.

(Communiqué)

### NOUVEAUTÉS JAPONAISES

TOKYO DECEMBRE 1965

Le Japon a produit et envoyé cette année en France de nombreux GADGETS INÉDITS utiles et amusants, des objets tressés main en fil métal, des lampes « Samourai », etc., exposés à deux pas de l'Opéra et des Grands Boulevards, chez P A R I N G E R, 18, rue de la Chaussée-d'Antin Paris (9<sup>e</sup>)

## VERS UN MIEUX BOIRE ?

Si l'on en croit les études de l'Institut national des statistiques, le Français moyen aurait tendance à boire de moins en moins de vin, mais à boire un vin meilleur. Ses goûts évolueraient ainsi vers un mieux boire. Nul ne songerait à s'en plaindre au pays de Vatel, de Brillat-Savarin ou de Curnonsky.

Le fait est que certaines idées préconçues, naguère admises, sont aujourd'hui passées de mode. Le vin de Champagne, par exemple, qui, jusqu'à ces dernières années était considéré comme un boisson de luxe exclusivement réservée aux grandes occasions, est couramment adopté de nos jours dans des circonstances beaucoup moins exceptionnelles.

C'est ainsi qu'une grande marque champenoise : « Canard-Duchêne » a pu suggérer différentes utilisations de ses vins : Blanc de Blancs pour l'appétit, Impérial Star tout au long du repas, et Brut Rosé pour faire pétiller les conversations de fin de soirée.

CHAMPAGNE « CANARD-DUCHÈNE »  
LUDES · REIMS

## LES ÉMISSIONS ÉLECTORALES A L'O.R.T.F.

- VENREDI 17 DECEMBRE  
FRANCE-INTER : 21 h. 10, M. Mitterrand; 21 h. 25, Général de Gaulle.
- PREMIERE CHAÎNE DE TELEVISION : 20 h. 30, Général de Gaulle; 20 h. 50, M. Mitterrand.
- A Radio-Monte-Carlo  
SAMEDI 18 DECEMBRE  
A 19 h. 35, interview de M. Michel Debré, ancien premier ministre.
- A Radio-Luxembourg  
VENREDI 17 DECEMBRE  
A 19 h., MM. Louis Aragon, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Jean Rostand et Joseph Kessel expliqueront leur vote.
- A 21 h. 5, une tribune de journalistes politiques, avec MM. Claude Fuzier (« Je Populaire »), Michel Royer (« Notre République »), Philippe Ager (« La Nation »), Claude Estier (« Le Nouvel Observateur »), qui commenteront les dernières déclarations des candidats.

Ann d'élimination de nos rubriques de publicité les annonces douzeuses qui auraient pu s'y glisser malgré le soin que nous apportons à ce sujet, nous prions nos lecteurs qui auraient des réclamations à formuler d'écrire au Bureau de Vérification de la Publicité (B.V.P.), 27 bis, avenue de Villiers, Paris-17<sup>e</sup>, auquel nous adhérons comme membre actif.

BVP